

Sida : le Burundi sanctionné par le Fonds mondial contre le Sida

RFI, 16-10-2017 Le Burundi vient de perdre la gestion de l'argent attribué par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme au profit du Programme des Nations unies pour le développement. Ce Fonds mondial a injecté dans le pays plus de 275 millions de dollars américains dans le pays en 14 ans. [Photo : La ministre Josiane Nijimbere sous le feu des critiques pour la mauvaise gestion de ces fonds.]

La raison de cette décision est la mauvaise gestion de ces fonds comme cela transparaît dans une lettre que le Fonds mondial vient d'envoyer à la ministre burundaise de la Santé. Officiellement, l'organe chargé de la gestion de ces fonds est sanctionné pour ses performances plutôt médiocres. Le Fonds mondial rappelle dans sa lettre que sa note n'a jamais dépassé le B1, c'est l'équivalent d'un 2 sur 5, notamment pour « ses défaillances dans le domaine de la gestion financière et la passation des marchés ». La conséquence, une faible capacité d'absorption des fonds. Par exemple, 30 millions de dollars, qui correspondent à 35% des subventions accordées au Burundi, ne seront pas utilisés d'ici la fin de cette année, prévient le Fonds mondial. « Ça n'est pas une surprise », selon des responsables d'ONG locales engagées dans la lutte contre le Sida qui ne décolèrent pas contre la ministre de la Santé. Recrutements en violations des règles, licenciements abusifs, immixtion dans la gestion au quotidien, réquisition de véhicules, certains avaient tiré la sonnette d'alarme depuis des mois publiquement en l'accusant d'être à l'origine de tous les maux dont souffre l'organe de gestion, ce que le docteur Josiane Nijimbere a toujours nié. Devant les menaces de sanctions du Fonds mondial, la ministre avait proposé que la gestion de tout cet argent soit cette fois confiée directement à son cabinet. Le Fonds mondial vient d'opter pour le PNUD, qui aura la main sur 72 millions de dollars de subventions prévues pour les trois prochaines années. « C'est une terrible gifle pour le gouvernement burundais », déplore un militant à Bujumbura. « La seule bonne nouvelle », dit-il, c'est que « les malades vont continuer de bénéficier de ces fonds ».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});